



ERRATUM

Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection

**CCT n° 169331/CO/109
du 08/12/2021**

Correction du texte français :

- L'article 5, troisième alinéa doit être corrigé comme suit : « Chaque jeune entre en ligne de compte pour un emploi tremplin, peu importe la nature de la convention (FPI, formation en alternance **ou « dual learning »**, contrat de travail d'une durée déterminée ou indéterminée, travail intérimaire,...). »
- A l'article 8, dernière puce, « **des employés** » doit être supprimé.

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 8, dernière puce, le nom de la CP doit être corrigé comme suit : « Paritair Comité **voor het kleding- en confectiebedrijf** ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf

**CAO nr. 169331/CO/109
van 08/12/2021**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Artikel 5, derde lid moet als volgt verbeterd worden : « Chaque jeune entre en ligne de compte pour un emploi tremplin, peu importe la nature de la convention (FPI, formation en alternance **ou « dual learning »**, contrat de travail d'une durée déterminée ou indéterminée, travail intérimaire,...). »
- In artikel 8, laatste opsommingsteken moet « **des employés** » geschrapt worden.

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 8, laatste opsommingsteken, moet de benaming van het PC als volgt verbeterd worden : « Paritair Comité **voor het kleding- en confectiebedrijf** ».

Beslissing van

06-05-2022

Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 DECEMBRE 2021 CONCERNANT LA FORMATION ET L'EMPLOI

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION, DUREE ET PORTEE

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvrier(ère)s des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 8 décembre 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 28 juin 2021 concernant la formation et l'emploi conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 166448/CO/109).

CHAPITRE II – GROUPES A RISQUES

Article 3

Ce chapitre est conclu en exécution de :

- La loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), Titre XIII, Chapitre VIII, sections 1 et 2 (M.B. 28 décembre 2006), modifiée pour la dernière fois par la loi en vue de soutenir l'emploi du 30 décembre 2009 ;
- L'arrêté royal du 21 juillet 2014 déterminant les modalités et conditions auxquelles doivent répondre le rapport d'évaluation et l'aperçu financier visés à l'article 190, § 3, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) ;
- L'arrêté royal du 19 février 2013 d'exécution de l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) ;
- L'activation des efforts en faveur des personnes appartenant aux groupes à risques pour la période 2019 – 2020 , Loi du 26 juin 2019 portant mise en oeuvre du projet d'accord interprofessionnel 2019-2020 MB 17 juin 2019.

Article 4

Les employeurs poursuivent leurs efforts pour la période du 8 décembre 2021 au 31 décembre 2022 en faveur des personnes qui appartiennent aux groupes à risques de 0,10%, calculé sur base du salaire global des ouvriers et ouvrières, comme prévu à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et aux arrêtés d'exécution de la cette loi.

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), les organisations signataires décident quelles seront les initiatives de formation à développer en faveur des personnes appartenant aux groupes à risques ou auxquelles s'applique un plan d'accompagnement.

Les personnes qui appartiennent aux groupes à risques sont des demandeurs d'emploi et des travailleurs qui par le biais d'initiatives en matière de formation peuvent sauvegarder leur emploi ou augmenter leurs possibilités sur le marché du travail.

Le paiement est effectué au Fonds Social de Garantie pour ouvriers de l'industrie de l'habillement et de la confection, comme prévu à l'article 3 des statuts dudit Fonds.

Le Fonds Social de Garantie transfère ces montants à l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC).

Article 5

0,05% de cet effort est à consacrer, conformément à l'arrêté royal du 19 février 2013, ^{et} d'exécution de l'article 189, 4° alinéa de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (I), modifiée par l'arrêté royal du 19 avril 2014 modifiant l'arrêté royal du 19 février 2013 précité.

Concernant cet effort de 0,05%, l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC) consacrera une attention particulière à la réalisation maximale d'emplois tremplins pour les jeunes de moins de 26 ans.

Chaque jeune entre en ligne de compte pour un emploi tremplin, peu importe la nature de la convention (FPI, formation en alternance, contrat de travail d'une durée déterminée ou indéterminée, travail intérimaire...).

ou "durée de l'emploi"

L'IREC est chargé de développer des actions complémentaires et de soutien dans ce cadre. Les partenaires sociaux sectoriels fixent les modalités et conditions utiles.

CHAPITRE III – EFFORTS DE FORMATION

Article 6

Ce chapitre est conclu en exécution de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable ^{et} maniable – Chapitre 2 – Section 1 : «Investir dans la formation» - articles 9 à 21 de la loi, ainsi qu'en exécution de l'arrêté royal du 5 décembre 2017 portant exécution de la 1ère section du chapitre 2 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable.

Article 7

Pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022, la cotisation sectorielle s'élève à 0,20% sur les salaires en faveur de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC).

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), les organisations signataires décident quelles seront les initiatives de formation à développer grâce à ces moyens.

Article 8

Un effort de formation sectoriel équivalent à 2 jours en moyenne par an et par équivalent temps plein est prévu.

Les partenaires sociaux prévoient la trajectoire de croissance suivante pour augmenter le nombre de jours de formation afin de contribuer à l'objectif interprofessionnel :

- 2019 – 2021 : augmentation de 10% de l'effort de formation prévu au 1^{er} alinéa, soit jusqu'à 2,2 jours;
- 2022 : augmentation de l'effort de formation précité jusqu'à 2,5 jours.

La réalisation de la trajectoire de croissance est poursuivie en :

- Faisant en sorte que l'offre de formations de l'IREC soit mieux connue des employeurs et des travailleurs ;
- Élargissant l'offre de formations de l'IREC ;
- Entreprenant des actions via l'IREC pour augmenter le degré de participation aux formations ;

- Encourageant les employeurs à enregistrer scrupuleusement tous les efforts de formations aussi bien officiels qu'informels ;
- Reconnaissant les formations professionnelles sectorielles dans le régime de congé-éducation payé par la commission paritaire ~~des employés~~ de l'industrie de l'habillement et de la confection.

CHAPITRE IV – DISPOSITION FINALE

Article 9

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective*, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

* de travail

--0--

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 DECEMBER 2021 BETREFFENDE VORMING EN TEWERKSTELLING

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED, DUUR EN DRAAGWIJDTE

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeid(st)ers van de ondernemingen die onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 8 december 2021 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2022.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2021 betreffende vorming en tewerkstelling gesloten in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf (registratienummer 166448/CO/109).

HOOFDSTUK II – RISICOGROEPEN

Artikel 3

Dit hoofdstuk wordt gesloten in uitvoering van:

- Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), Titel XIII, Hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2 (B.S. 28 december 2006), laatst gewijzigd door de wet ter ondersteuning van de werkgelegenheid van 30 december 2009;
- Koninklijk besluit van 21 juli 2014 houdende vaststelling van de nadere regelen en voorwaarden waaraan het evaluatieverslag en het financieel overzicht bedoeld in het artikel 190, § 3, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) moeten voldoen;
- Koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I);
- De activering van de inspanning ten voordele van personen die tot de risicogroepen behoren voor de periode 2019–2020, Wet van 26 juni 2019 tot uitvoering van het ontwerp van interprofessioneel akkoord 2019-2020, BS 17 juni 2019.

Artikel 4

De werkgevers zetten voor de periode van 8 december 2021 tot 31 december 2022 hun inspanning voor personen die behoren tot de risicogroepen verder van 0,10%, berekend op grond van het volledige loon van de arbeid(st)ers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Binnen het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) wordt door de ondertekenende organisaties beslist welke vormings- en opleidingsinitiatieven verder ontwikkeld worden ten gunste van de personen die behoren tot de risicogroepen of op wie een begeleidingsplan van toepassing is.

Personen die behoren tot de risicogroepen zijn werkzoekenden en werknemers die door opleidingsinitiatieven hun werkgelegenheid kunnen behouden of hun kansen op de arbeidsmarkt kunnen verhogen.

De betaling wordt verricht aan het Sociaal Waarborgfonds voor de arbeiders van de kleding- en confectienijverheid, zoals voorzien in artikel 3 van de statuten van dit Fonds. Het Sociaal Waarborgfonds draagt deze bedragen over aan het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC).

Artikel 5

Van deze inspanning is 0,05% te besteden in overeenstemming met het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 19 februari 2013.

Met betrekking tot deze inspanning van 0,05% zal het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) bijzondere aandacht besteden aan het maximaal realiseren van ingroeibanen voor jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn.

Elke jongere komt in aanmerking voor een ingroeibaan ongeacht de aard van de overeenkomst (IBO, duaal of alternerend leertraject, arbeidsovereenkomst van bepaalde of onbepaalde duur, uitzendarbeid...).

IVOC krijgt de opdracht om in dit kader ondersteunende en bijkomende acties te ontwikkelen. De sectorale sociale partners bepalen daartoe de nodige modaliteiten en voorwaarden.

HOOFDSTUK III – OPLEIDINGSINSPANNINGEN

Artikel 6

Dit hoofdstuk wordt gesloten in uitvoering van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk – Hoofdstuk 2 – Afdeling 1: “investeren in opleiding” – artikelen 9 tot 21 van de wet, alsook in uitvoering van het KB van 5 december 2017 houdende uitvoering van de eerste afdeling van hoofdstuk 2 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk.

Artikel 7

Voor de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2022 bedraagt de sectorale bijdrage 0,20% op de lonen ten gunste van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC).

Binnen het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) wordt door de ondertekenende organisaties beslist welke vormings- en opleidingsinitiatieven zullen ontwikkeld worden met deze middelen.

Artikel 8

Er wordt voorzien in een sectorale opleidingsinspanning gelijkwaardig aan 2 dagen gemiddeld per jaar per voltijds equivalent.

De sociale partners voorzien in het volgende groeipad om het aantal opleidingsdagen te verhogen om aldus bij te dragen tot de interprofessionele doelstelling:

- 2019-2021: verhoging van de opleidingsinspanning voorzien in het eerste lid met 10% tot 2,2 dagen;
- 2022: verhoging van de voornoemde opleidingsinspanning tot 2,5 dagen.

De realisatie van het groeipad wordt nagestreefd door:

- het opleidingsaanbod van IVOC beter en ruimer bekend te maken aan werkgevers en werknemers;
- het opleidingsaanbod van IVOC verder uit te breiden;
- via IVOC acties te ondernemen om de participatiegraad aan opleidingen te verhogen;
- werkgevers aan te moedigen om alle, zowel formele als informele opleidingsinspanningen nauwgezet te registreren;
- de erkenning door het paritair comité van de kleding- en confectienijverheid van sectorale beroepsopleidingen, in het stelsel van het betaald educatief verlof.

** voor het kleding- en confectiebedrijf*

HOOFDSTUK IV – EINDBEPALING

Artikel 9

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

--O--